



La CSILC profondément préoccupée par le refus par des responsables canadiens d'accorder des visas pour certains invités au Forum social mondial

Ottawa, le 9 août 2016,

La coalition internationale pour les libertés civiles est profondément préoccupée par les nouvelles récentes que des agents d'immigration canadiens refusent l'octroi de visas à des centaines d'invités au Forum social mondial qui s'ouvre cette semaine à Montréal.

Le Forum social mondial est un grand rassemblement pour des milliers de militants et de groupes communautaires du monde entier pour se rencontrer et réfléchir sur des questions qui les touchent localement et globalement. Entre autres, des sujets tels que les droits des femmes, les droits économiques et la mondialisation, la liberté d'association sont discutés.

Cette année, il s'agit de la 12^e réunion annuelle et la première du genre à se tenir dans un pays du Nord global (pays économiquement développés).

«Le gouvernement canadien a promis une nouvelle image du Canada à l'étranger. Les actes doivent suivre les paroles. Les militants invités sont les bienvenus à prendre la parole au Canada et susciter toutes sortes de discussions. Nous avons besoin des voix de différentes parties du monde, aussi bien de pays pauvres que de pays riches, pour venir au Canada et être entendu par nos jeunes et nos organisations et groupes communautaires », a déclaré Monia Mazigh, la coordonnatrice nationale de la CSILC.

« Les prétextes liés à la sécurité ou à la bureaucratie ne doivent pas être utilisés pour censurer les voix dissidentes à venir et assister au Forum social mondial. Ceci est un forum sur les idées et un lieu d'échange intellectuel. Tous les participants invités ont le droit d'assister et les agents d'immigration canadiens devraient faciliter leur venue et non pas leur refuser l'entrée au Canada », a poursuivi Monia Mazigh.

A titre d'exemple, le Canada a refusé le visa à l'auteure et politicienne Aminata Traoré, une candidate pour succéder à Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies,

Pour des entrevues avec les médias:

La Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

Monia Mazigh, Coordinatrice nationale, 613-241-5298